



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/47/83

5 février 1992

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

Lettre datée du 3 février 1992, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint l'appel adressé aux milieux financiers internationaux par le Premier Ministre de l'Ukraine, S. E. M. Vitold P. Fokine (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, au titre des points de l'ordre du jour intitulés "Rapport du Conseil économique et social", "Développement et coopération économique internationale" et "Crise de la dette extérieure et développement".

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de l'Ukraine  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

(Signé) Guennadi I. OUDOVENKO

ANNEXE

Appel adressé aux milieux financiers internationaux par  
le Premier Ministre de l'Ukraine

L'Ukraine, dont l'indépendance a été confirmée le 1er décembre 1991 par ses 52 millions d'habitants et a été reconnue par la majorité des nations,

Etant un Etat fondateur de l'Organisation des Nations Unies et d'un certain nombre d'organisations économiques internationales,

Fermement attachée à ses obligations internationales ainsi qu'à celles de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques,

A signé, le 4 décembre 1991, de concert avec d'autres Etats membres de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques, le Traité relatif à la succession légale de la dette extérieure de l'Etat et des avoirs de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

L'Ukraine s'est ainsi engagée à rembourser une partie de la dette extérieure de l'Union des Républiques socialistes soviétiques par l'intermédiaire de la Banque pour les activités économiques extérieures, qui est en vertu du Traité l'agent autorisé à assurer le service de la dette.

Afin de se conformer strictement à la lettre et à l'esprit du Traité, l'Ukraine a décidé de devenir membre du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. De concert avec des experts de ces éminentes organisations internationales, le Gouvernement ukrainien a établi, pour la première fois de son histoire, sa balance des paiements et a fixé la limite des dettes extérieures que doit approuver la Rada suprême (Parlement) de l'Ukraine.

Face à une crise économique d'une dureté extrême, à l'hyperinflation et à l'appauvrissement des divers groupes de la population, le Gouvernement s'efforce de trouver les liquidités nécessaires pour rembourser sa dette en temps voulu. Un système de promotion des exportations est actuellement mis en place à titre d'urgence, une banque d'export-import est en cours de constitution et le Service national des douanes est renforcé.

Toutefois, les actes des autres parties au Traité du 4 décembre 1991 constituent un motif d'inquiétude. Les représentants de la Russie, du Bélarus, du Kazakhstan et des autres Etats successeurs de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont approuvé, sans notre représentant autorisé, les statuts du Conseil inter-Etats, habilitant celui-ci en vertu du Traité à prendre des décisions concernant le service de la dette.

Les activités du Conseil inter-Etats contredisent en fait ce qui est postulé dans le Traité. Les avoirs intérieurs et extérieurs rattachés à l'or, ainsi que les biens et immeubles de l'Union des Républiques socialistes soviétiques situés en dehors de son territoire - à propos desquels les autres Etats successeurs ne disposent pas d'informations - font l'objet d'une

/...

appropriation à titre unilatéral. Disposant de 61,1 % des voix conformément aux statuts adoptés unilatéralement, la Russie est effectivement en mesure de légaliser ses actes par décision du Conseil inter-Etats.

A la fin de l'année dernière, le Conseil inter-Etats a décidé d'arrêter les transactions courantes de la Banque de l'économie extérieure de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ce qui a beaucoup nui aux intérêts économiques de l'Ukraine.

Se prononçant en faveur de l'égalité des droits pour ce qui est de résoudre ces questions, l'Ukraine ne saurait accepter ce que dicte un seul pays, quel que soit son potentiel. En conséquence, l'Ukraine s'adresse aux milieux financiers internationaux en leur demandant :

a) De séparer du montant général de la dette en monnaie forte de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques la part de 16,37 % qui revient à l'Ukraine, afin de faciliter le remboursement de la dette ukrainienne, ce qui est conforme aux dispositions du Traité du 4 décembre 1991 (art. 3);

b) De donner à la Banque nationale et à la Banque d'export-import de l'Ukraine la possibilité de participer directement aux opérations financières de tout genre sur le marché mondial afin de s'acquitter en temps voulu de ses obligations au titre de la dette et d'assurer le développement de l'économie de marché en Ukraine;

c) De reconnaître et de faciliter la réalisation des droits de propriété concernant la part qui revient à l'Ukraine (16,37 %) de tous les types d'avoirs situés sur le territoire de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques et à l'étranger, ce qui constituera une garantie nécessaire pour l'exécution des obligations financières internationales de l'Ukraine. A titre de mesure transitoire, l'Ukraine demande la suspension des droits de propriété de la Russie à l'égard des biens en territoire étranger appartenant à l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques, jusqu'à ce qu'ils soient effectivement divisés entre les Etats successeurs.

Afin de mettre en oeuvre ces propositions, le Gouvernement ukrainien offre de réunir une conférence internationale à Kiev, les 18 et 19 février 1992, en y invitant les représentants autorisés des créanciers, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

-----